

Zaire

La toile de fond politique de 1989

(Par Eyenga Sana)

1989 aura été une année pénible au Zaïre. Car tous les indicateurs économiques n'ont pas évolué comme l'espérait le nouveau coordonnateur du Conseil, le premier commissaire d'Etat Kengo wa Dondo. Qui, dès son installation à l'Hôtel du Conseil exécutif, devait faire face à la crise larvée entre le Zaïre et le FMI d'une part et d'autre part entre le Zaïre et le royaume de Belgique. Entretemps la situation de la dette ne s'était guère améliorée et le gouvernement devait faire face à une inflation de 200%. Le marché parallèle était plus que florissant tandis que les recettes de l'Etat étaient quasi aléatoires.

S'enfoncer dans une économie de survie

Kengo wa Dondo connu pour sa ténacité et sa rigueur devait donc redresser un pays qui s'enfonçait lentement dans une économie de survie: valse des étiquettes des prix, crise de transport, pénurie de carburant, flambée des prix de carburant, crise de logement et hausse du coût de l'électricité et de l'eau, surchauffe dans les universités. La gangrène a même atteint le secteur de santé où les maladies épidémiques disparues refirent surface.

L'inflation avait même réduit à néant les fonds d'investissement de l'Etat et des entreprises et l'épargne des ménages.

Comment sortir de cette véritable catastrophe économique ? Telle était l'angoissante question qui s'est posée à l'équipe du premier commissaire d'Etat Kengo! Comment faire en même temps pour que le MPR, Parti-Etat n'y perde pas son autorité morale ? La thérapie s'annonçait douloureuse après la réforme ayant conduit à la création d'un secrétariat général du MPR, un an plus tôt.

Un traitement de choc

Pour réussir ce traitement de choc, le Président-fondateur du MPR, le Maréchal Mobutu avait initié un certain nombre de programmes.

Sur le plan politique, la convocation en septembre dernier du Conseil consultatif permanent pour le développement avait dégagé l'atmosphère crispée. Cet organe, carrefour de toutes les catégories socio-professionnelles du pays n'avait pas mâché ses mots pour exiger un peu plus de mieux-être pour l'ensemble de la population.

Les sessions du Comité central au cours de l'année qui s'achève différaient quant aux

thèmes mais avaient la même constance: rigueur dans le jugement afin de ne pas prêter le flanc aux détracteurs du Parti-Etat, révision des vues à propos de la coopération entre Bruxelles et Kinshasa, privatisation des instituts supérieurs et universitaires, responsabilités plus accrues aux dirigeants, parents et étudiants afin d'éviter le dérapage du mois de février.

L'heure de Kamanyola

Enfin, la décentralisation et les élections au niveau des entités de base qui consacraient le processus démocratique ont constitué la toile de fond politique de 1989. Quand bien même pour le Nord et le Sud-Kivu leurs reports ont fait l'objet de spéculations les plus diverses au point de ressusciter l'épineux problème de la nationalité.

Faut-il le souligner, cette année le Zaïre a célébré en présence des hôtes du Rwanda et du Burundi le 25ème anniversaire de la bataille de Kamanyola qui auréolait les vertus militaires du Maréchal Mobutu.

Les opérateurs économiques interpellés

Au cours de 1989, un fait saillant a défrayé les chroniques: les

nominations du PDG de l'Ofida, le citoyen Thambwe Mwamba et du DG du service des Contributions, le citoyen Muderhwa Igulu à qui le premier commissaire d'Etat Kengo a demandé de maximiser les recettes de l'Etat. Ces deux grands commis de l'Etat ne sont pas allés de main morte et ont même brisé les us et coutumes établis dans les cercles intimes d'hommes d'affaires véreux. C'est le cas de ces hommes branchés sur Hong Kong, Singapour etc. En plus, Kengo wa Dondo qui avait rencontré le 8 mai les patrons des banques privées n'avait pas eu des mots tendres pour ses interlocuteurs. Entretemps une nouvelle banque d'obédience libanaise, la Banque de placement du Zaïre, a été rayée de l'échiquier bancaire. Pour quelques-unes, elles ont failli être placées sous tutelle de la Banque nationale pour des raisons managériales.

Refus d'aider l'Etat

Pour le premier commissaire d'Etat, les banques n'ont pas épaulé le Conseil exécutif dans la lutte contre l'inflation et le redressement de la monnaie. Les banques appliquaient dans leurs opérations de change des taux supérieurs à ceux qu'elles affichaient

et encourageaient ainsi le marché parallèle. Elles exécutaient des instructions de préaffectation des devises reçues des entreprises exportatrices. Elles avaient institué un système de rétrocession qui n'honorait nullement la fonction bancaire.

En plus, les banques avaient organisé la rareté des devises pour provoquer l'envolée des cours et en tirer profit. Enfin les dollars vendus par la Banque du Zaïre auraient été utilisés de façon anarchique et avaient contribué plutôt à améliorer la position des charges des banques.

Le point de chute

Compte tenu de la position économique et financière préoccupante, le Conseil exécutif qui voulait bien amorcer une nouvelle année avec plus de chances de succès, a présenté un budget réaliste.

Certes, il comptait sur les recettes de l'Ofida, des Contributions et de la Gécamines qui constituent l'ossature des entrées substantielles de l'Etat. Mais, les commissaires du peuple, très avisés et extrêmement vigilants, ont exigé plus à l'Etat et même de réduire l'impasse budgétaire de 30 milliards de zaïres pour éviter d'aggraver l'inflation par les financements monétaires.